



## Rapport annuel

Décision adoptée le 10 juillet 2019 lors de la 13<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration à Paris

EB.2019.14

Au vu :

- des décisions EB.2017.04 et EB.2018.08, priant les organismes de mise en œuvre de communiquer leurs informations portant sur la gouvernance sur une base annuelle ;
- de la décision EB.2018.08, permettant que la soumission du rapport de synthèse de CAFI soit reportée au 30 juin de chaque année de façon à tenir compte du chevauchement des échéances ;
- du Rapport de synthèse annuel 2018 préliminaire de CAFI, soumis au Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires le 31 mai 2019 ;
- de l'état encore non définitif du Rapport annuel 2018 du Fonds national REDD au 25 juin 2019, une version préliminaire ayant été soumise au Bureau des fonds d'affectation spéciale le 31 mai 2019 ;
- de la nécessité reconnue de veiller à ce que les rapports annuels permettent la mise en confrontation avec le cadre de résultats de CAFI ;

Le Conseil d'administration :

- adopte le rapport annuel de synthèse 2018 de CAFI, daté du 25 juin 2019 ;
- demande au Fonds national REDD de faire en sorte, qu'à partir de la prochaine date limite de présentation des rapports, ses rapports de synthèse annuels soient, au plus tard le 25 juin, recommandés pour adoption par son Comité technique ;
- réitère sa demande aux organismes mettant en œuvre des programmes du Fonds national REDD de faire en sorte que leurs rapports suivent la terminologie et le format-type requis par le Fonds national REDD ; et aux organismes mettant en œuvre des programmes de CAFI, de se conformer au modèle des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires et aux décisions complémentaires du Conseil d'administration concernant l'établissement des rapports ;

- déclare son intention de faire en sorte qu'au moins 15 % des programmes financés par CAFI soient évalués comme « tenant compte de la problématique femmes-hommes » d'ici le prochain cycle de présentation des rapports, et que ce pourcentage continue d'augmenter ; et demande aux organismes de mise en œuvre de contribuer à la réalisation de cette aspiration.